

Le Monde (site web)

idees, jeudi 3 octobre 2024 - 05:45 UTC +0200 1034 mots

L'exemplarité des élites, levier de l'acceptabilité des politiques climatiques

Matthieu Goar

Des chercheurs ont montré que, pour accepter la transition écologique, les Français devaient être convaincus que tout le monde contribue à la sobriété de façon équitable. Des mesures symboliques pourraient ainsi être ajoutées afin de faire admettre des décisions plus contraignantes.

D'un côté, il y a les études scientifiques, les notes de prospective économique ou les rapports sanitaires qui soulignent la nécessité d'une transition énergétique et écologique. De l'autre, il y a un obstacle qui paralyserait l'action et entraverait les dirigeants. « Les Français n'en veulent pas... », entend-on régulièrement dire les responsables politiques. S'ensuivent de longues conversations sur la fronde des « gilets jaunes » ou sur la récente crise agricole qui a traversé de nombreux pays européens au début de l'année.

Peu importe que ces convulsions aient eu de multiples causes – le pouvoir d'achat, la défiance contre les élites, contre l'Union européenne, la baisse des rendements, etc. –, les contraintes écologiques auraient servi de détonateurs. Au pouvoir, les ministres macronistes, comme de nombreux présidents de collectivités, préfèrent exclure toute idée de contraintes trop fortes à l'avenir pour préserver le « mode de vie » des Français.

Et tant pis si l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) ou le Secrétariat général à la planification écologique ne cessent de répéter que des évolutions seront nécessaires sur la façon de se déplacer, de se nourrir ou de se loger. Tant pis aussi si de nombreux sondages montrent une vraie inquiétude des Français au sujet du réchauffement climatique et une approbation de certaines réformes...

Mesurer la défiance

Pour mesurer concrètement la défiance des Français, trois doctorants au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, Théodore Tallent, Malo Jan et Luis Sattelmayer, ont réalisé une expérience simple. Ils ont demandé à ajouter deux questions au Baromètre écologie environnement, une enquête de Sciences Po consacrée aux attitudes face au changement climatique.

A 2 641 personnes, ils ont demandé ce qu'ils pensaient de la limitation de la vitesse à 110 kilomètres-heure sur l'autoroute et de l'interdiction des vols intérieurs si une alternative en train de moins de cinq heures existe. Ces deux initiatives, considérées comme très irritantes par le personnel politique, avaient été proposées au président de la République par la convention citoyenne pour le climat en 2020. L'abaissement de la vitesse à 80 kilomètres-heure sur les routes nationales avait aussi été vu comme un des déclencheurs de la crise des « gilets jaunes ». Ces deux évolutions sont soutenues par 49 % et 80 % des sondés.

Mais les chercheurs ont eu l'idée de tester le panel en ajoutant des mesures dites « symboliques ». Comment réagirait cet échantillon représentatif si ces décisions obligeaient aussi les ministres à prendre le train pour leurs déplacements ou interdisaient aux plus aisés

l'utilisation des jets privés ? Sur la limitation de la vitesse, le soutien bondit à 75 % quand les ministres font leur part d'efforts, et à 83 % quand les riches se voient privés de l'utilisation de leur avion personnel.

Sur les vols intérieurs, l'approbation grandit aussi, mais de manière moins flagrante. Quand les chercheurs classent de 1 à 4 les réponses (de « totalement en désaccord » à « totalement d'accord »), le soutien à la limitation de vitesse grimpe de 0,5 point si les politiques doivent prendre le train, et même de 0,59 point si les jets sont prohibés. « Lorsque les individus pensent qu'ils contribuent déjà à leur juste part alors que d'autres ne le font pas, ils considèrent les coûts supplémentaires comme injustes, ce qui en retour peut réduire considérablement le soutien aux politiques climatiques », écrivent les auteurs.

Faire passer un message

Au moment du débat sur l'interdiction des jets privés, pendant l'été caniculaire de 2022, une grande partie des macronistes avaient souligné que cette mesure était inutile d'un point de vue climatique et populiste en visant seulement une partie des élites. Mais de telles interdictions ciblées n'aideraient-elles pas à faire accepter des réformes beaucoup plus larges qui ont un impact sur la vie de tous les citoyens ? Cette stratégie serait-elle populiste ou jouerait-elle sur la notion d'exemplarité ?

Selon cette étude, la démarche permet en tout cas de faire passer le message que la transition peut être équitable et ne vise pas seulement une partie de la société. « L'impression que tout le monde contribue à son échelle est un puissant levier. L'effet est massif dans toute la société, analyse Théodore Tallent. Il faut penser les réformes environnementales dans une politique plus globale, comme une sorte de package climatique pour permettre de faire avancer la société dans son ensemble. »

Depuis plusieurs années, les responsables politiques ont bien conscience que l'exemplarité est un levier indispensable à la transition écologique. Lors de la crise énergétique de 2022-2023, les ministres avaient été priés de réduire le chauffage dans leur bureau, et certains, comme Bruno Le Maire, avaient ressorti leurs pulls à col roulé. Cette année, le plan de transformation écologique de l'Etat, présenté le 28 mars, avait aussi pour but de montrer que les administrations s'imposaient des évolutions plus importantes que celles que les politiques décidaient pour la société dans son ensemble. Mais, traumatisé par la crise des « gilets jaunes », Emmanuel Macron n'a jamais voulu repenser sa politique sur ce dossier, par peur de se mettre l'opinion à dos ou de viser les élites, comme lors du débat sur les jets.

Le 25 septembre 2023, lors d'un conseil de planification écologique, le chef de l'Etat avait évoqué une « politique de transformation de tous les comportements » mais sans contraintes, juste en encourageant « nos compatriotes, sans interdiction, mais en les incitant à changer plus vite ». Pourtant, si le pouvoir décidait de mesures fortes en les accompagnant de mesures symboliques, la société serait peut-être un peu plus prête à s'engager dans une réelle transition écologique. Une sorte d'« en même temps » climatique, sans doute efficace mais qui prendrait le risque d'utiliser les ressorts du populisme.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)